



Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde

Le Directeur Départemental,

à

Monsieur le Maire

BAZAS

Bordeaux, le

21 OCT. 2022

GP/HB-ZA/CB/A DEMAT NERP

Vos Réf. : votre transmission reçue le 31 août 2022

Affaire suivie par le Cne BROT Quentin - Tél : 05.56.14.12.70

Objet : Création d'une zone d'Activités Economiques

Adresse : LAGRANGE EST 33430 BAZAS

Transmis par : Mairie de Bazas

N° Document d'Urbanisme : PA03303622P0003

N° Établissement : 41190

P.J. : Un dossier en retour

Certificat de conformité de l'installateur d'hydrant

Schéma d'aménagement d'une réserve d'eau

Règles d'accessibilité voies engins

Dispositifs ouverture restrictions d'accès

Par courrier cité en référence, vous m'avez transmis, pour étude, le projet de d'aménagement d'une Zone d'Activités Economiques par la création de 3 macro-lots divisibles en 17 lots maximum.

1. Présentation du projet

Le projet consiste en l'aménagement d'une zone d'activité comportant 3 macro-lots divisibles en 17 lots maximum.

2. Desserte et défense incendie

La zone d'activité sera desservi par une voirie interne, de 6 mètres de large et de plus de 60 m de longueur, avec aire de retournement et débouchant sur la route départementale numéro 32.

Le pétitionnaire propose d'implanter un poteau incendie au droit du lot numéro 1.

3. Avis

En ce qui concerne la desserte et la défense incendie, en application des articles R 111-2 et R 111-5 du Code de l'Urbanisme, **j'émet un avis favorable** à la réalisation de ce projet sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

Accessibilité

La voie de desserte devra être réalisée selon les caractéristiques des voies engins énoncées dans la fiche annexée.

Le cul-de-sac de plus de 60 mètres devra permettre le demi-tour et le croisement des engins.

La présence des voies engins devra être délimitée par un marquage au sol et un panneau notifié au droit de son accès sur la voie publique « voie engins sapeurs-pompiers » complété par l'identification de l'interdiction de stationner.

Une attention particulière devra être apportée à la portance, à la pérennité de leur caractère roulant.

Accessibilité - voie piétonne

Lorsque les différents accès aux bâtiments ne sont pas immédiatement desservis par une voie « engins », une allée carrossable d'une largeur minimale de 1,80 mètre et d'une longueur maximale de 60 mètres doit permettre l'acheminement d'un dévidoir en dotation dans les véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.

Dispositifs de fermeture

En l'absence de personnes pouvant ouvrir le portail avant l'arrivée des secours, celui-ci devra pouvoir être manœuvré à l'aide des outils et clefs en dotation habituelle des engins de lutte contre l'incendie (voir fiche annexe).

Défense incendie

En application du règlement départemental de la Défense extérieure contre l'incendie (arrêté préfectoral du 26 juin 2017, **risque important**), il devra être implanté à moins de 200 mètres, **deux poteaux à incendie** conforme aux normes NF S 61 211, NF S 61 213 ou NF S 61214 et NFS 62 200.

Il convient de se rapprocher du gestionnaire pour s'assurer que le réseau fournira **un débit minimal de 120 m³/h en simultané** sur deux bouches ou poteaux d'incendie sous une pression dynamique de 1 bar.

L'attestation de conformité jointe en annexe, dûment remplie par l'installateur, devra être retournée au Service départemental d'incendie et de secours.

Les emplacements des points d'eau doivent être situés à 5 mètres au plus du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie.

L'aménagement du point d'eau devra être réalisé en concertation avec le chef du centre de secours de **Bazas**.

4. Observations

Selon la nature des risques présentés par les futures constructions (superficie, potentiel calorifique, classement des établissements recevant du public, classement des bâtiments industriels, classement des bâtiments d'habitations ...), la desserte et la défense extérieure contre l'incendie seront réévaluées lors de l'étude de chaque permis de construire.


Le Directeur Départemental,

Le chef du pôle Coordination Opérationnelle

Contrôleur Général Marc VERMEULEN

Lieutenant-colonel Philippe HARGUINDEGUY